

Appel urgent à la mobilisation en soutien à l'APPO

Des tueurs d'Ulises Ruiz tirent contre les barricades de l'APPO, assassinent plusieurs *compañeros* et laissent une vingtaine de blessés.

Aujourd'hui, 27 octobre, des tueurs de l'assassin Ulises Ruiz, ont tiré sur les barricades de l'APPO dans l'avenue de Ferrocarriles, de Santa Lucía del Camino et dans l'agence municipale de Coyotepec, dans la banlieue d'Oaxaca. Au cours d'un de ces affrontements, ils assassinèrent Bradley Will, journaliste membre d'Indymedia, citoyen des États-Unis et blessèrent plus de 6 *compañeros*. L'APPO informe également, à travers Radio Universidad, de la mort d'un autre enseignant et de près de 20 blessés par balle ou arme blanche.

Ces lâches agressions armées contre le peuple d'Oaxaca ne laissent aucun doute que l'assassin Ulises Ruiz doit immédiatement abandonner son poste, il n'y a pas d'autre solution ni de discours qui vaille.

La Commission *Sexta* de l'Armée zapatiste de libération nationale lance un appel à tous les adhérents et les sympathisants de l'Autre Campagne et de la Zetza Internationale pour qu'ils se manifestent par tous les moyens et sous toutes les formes, partout où ils se trouvent, afin d'exiger le renvoi immédiat de l'assassin Ulises Ruiz, son châtiment et celui de ses complices et en soutien de l'APPO.



Brochure de solidarité avec la révolte sociale d'Oaxaca

Solidarité avec l'Appo !



octobre 2006

Sommaire :

<i>Chronologie d'un feu qui court</i> , septembre.....	page 3
<i>Le spectre de Louise Michel</i> , 2 octobre.....	page 6
<i>L'autre guerre d'Oaxaca</i> , 23 octobre.....	page 10
<i>Appel à la société civile</i> , septembre.....	page 12
<i>Chronique des événements récents</i> , octobre.....	page 16
<i>Bien le bonjour d'Oaxaca</i> , 28 octobre.....	page 22
<i>Appel urgent à la mobilisation en soutien à l'Appo</i> , 27 octobre.....	page 24

Pour plus d'information :

Indymedia Chiapas : <http://chiapas.indymedia.org>

Indymedia Mexico : <http://mexico.indymedia.org>

Centre des médias libres du DF : <http://www.vientos.info/cml>

Radio Pacheco : <http://www.radiopacheco.org>

Radio Sabotaje : <http://sabotaje.blogspot.com>

Radio Plantón : <http://www.radioplanton.net>

Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca : <http://www.asambleapopulardeoxaca.com/>

Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte

33, rue des Vignoles 75020 Paris

<http://cspcl.ouvaton.org> - cspcl@altern.org - http://listes.samizdat.net/sympa/info/cspcl_I

L'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca n'a pas jusqu'à présent répondu à la provocation en s'armant, ce qui justifierait l'envoi des troupes, et c'est les mains nues qu'elle garde les barricades et qu'elle fait face, avec une vaillance admirable, aux escadrons de la mort et aux sbires du PRI. Les familles ou les amis restent auprès des blessés et veillent à ce qu'ils soient soignés par des médecins et transportés par les ambulances rouges de l'APPO, les ambulances de la protection civile sont fliquées et l'hôpital n'est pas sûr. La croix rouge, nous dit-on, refuse d'intervenir sur ordre du gouverneur déchu. Les disparitions sont nombreuses, la personne qui avait été enlevée ce matin a été retrouvée en prison. Heureusement la radio université fonctionne, ce qui permet de coordonner les mouvements, de renforcer une barricade qui montre des signes de faiblesse par exemple, de prévenir de la venue des troupes de choc, ainsi s'est organisé tout un réseau d'entraides, les habitants de Saachila, une commune en résistance, se sont regroupés pour envoyer des équipes afin de prêter main forte aux habitants d'Oaxaca, à San Bartolo Coyotepec les habitants se sont retrouvés pour venir en aide à leurs voisins de Santa María Coyotepec.

La nouvelle s'est répandue rapidement et la capitale réagit, des barricades ont été élevées à proximité de l'hémicycle Benito Juárez, nous dit-on. Le bruit court que le ministère de l'intérieur est occupé par ceux qui se trouvaient devant le Sénat. C'est le matin, j'apprends qu'Abascal, le ministre de l'intérieur, vient de donner l'ordre à la troupe d'intervenir. La complicité entre le gouverneur tueur et le gouvernement fédéral est donc bien une complicité objective, l'assassin avait l'aval de l'État pour lancer ses troupes de choc contre les habitants. La ville est bien décidée à résister et toutes les voies d'accès sont hermétiquement fermées par des barricades.

Oaxaca, le 28 octobre 2006.

Bien le bonjour d'Oaxaca,

Cette journée d'arrêt de toute activité a été particulièrement meurtrière, quatre morts et un grand nombre de blessés par balles, ou comment se défend la dignité de tout un peuple. Les barricades dans les colonies et sur toutes les voies d'accès au centre ville ont bien tenu malgré les escadrons de la mort et surtout les troupes de choc de policiers municipaux en civil fortement armés face à des gens qui les affrontaient avec des pierres. Ce sont les municipalités des environs, encore contrôlées par le PRI, le parti révolutionnaire institutionnel d'Ulises Ruiz, qui ont recruté et armés ces tueurs et qui sont directement responsables des violences et des assassinats.

La municipalité de Santa Lucía del Camino où un jeune journaliste nord américain d'Indymédia a trouvé la mort, et la municipalité de Santa María Coyotepec où il y eut deux morts et dix huit blessés ont joué un rôle déterminant dans cet affrontement contre les membres de l'Assemblée populaire.

L'ambassadeur des États-Unis ment en parlant d'un échange de coups de feu. Rueda Pacheco, dirigeant du syndicat enseignant, ment en parlant de groupes violents et en se gardant bien de dire d'où viennent les tueurs. L'État a désormais le prétexte qu'il attendait pour rétablir l'ordre et l'État de droit comme il dit si bien.

Ulises Ruiz joue-t-il son va tout dans une ultime confrontation meurtrière ou a-t-il l'aval de l'État pour provoquer des morts en vue de l'intervention de l'armée et de la police préventive fédérale ?



Chronologie d'un feu qui court

22 mai : 70 000 instituteurs d'Oaxaca se mettent en grève. Le centre de la capitale est occupé. 20 000 grévistes et leurs familles campent autour de la place principale.

14 juin : 2 000 policiers attaquent à l'aube le campement. Trois heures plus tard, les instits, soutenus par la population, reprennent le contrôle de la ville.

2, 7, 16 juin : Des « mégamarches » rassemblent jusqu'à 800 000 manifestants.

17 juin : Création de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO), qui exige la destitution du gouverneur et intensifie les blocages.

Fin juin : Les occupations de mairies se multiplient, suivies de l'expulsion des maires et de l'élection de conseils. On ferme les administrations et on réquisitionne les véhicules officiels.

2 juillet : Élection présidentielle. Le PRI est balayé dans les urnes. Il monnaie son soutien au candidat de droite. Le candidat de gauche, qui était favori, dénonce une fraude et mobilise ses partisans.

17 juillet : Blocus des hôtels et complexes touristiques. La Guelaguetza, fête indigène devenue foire commerciale, est annulée. Une Guelaguetza alternative sera célébrée avec succès. Le ministre du tourisme parle de catastrophe « comparable à l'ouragan Wilma ».

23 juillet : Manif contre le mitraillage de Radio Universidad. Six paysans sont placés en garde à vue. Après les avoir libérés, la foule saccage le commissariat et danse dans la rue.

27 juillet : L'APPO demande au Sénat de destituer le gouverneur, qui affirme qu'« Oaxaca est en paix ».

1^{er} août : Une manif de femmes armées de casseroles occupe la radio-télévision officielle.

3 août : Des hommes masqués tirent à la kalachnikov sur les locaux de la télé occupée.

9 août : Meurtre de trois Indiens de l'APPO. Arrestation de deux leaders de l'APPO, accusés de rébellion. Trois instits sont enlevés par des inconnus et torturés dans un commissariat.

10 août : Manif réclamant la libération des trois instits. Des barbouzes ouvrent le feu : un mort. Un site Internet appelle au meurtre des figures de l'APPO.

16 août : Les organisations patronales supplient le président Fox d'intervenir, parlant de « dégâts économiques à effet domino ».

17 août : Grève civique des syndicats de la santé, des télécommunications, de l'université et des services municipaux. Tentative d'arrestation d'un leader de l'APPO : les policiers sont giflés, désarmés puis livrés aux autorités.

21 août : Des paramilitaires expulsent les occupants de la télé officielle. Dans les heures qui suivent, l'APPO investit douze radios commerciales.

22 août : Un « convoi de la mort » parcourt les rues et tire sur les radios occupées : deux morts. Des dizaines de barricades se dressent pour empêcher les tueurs de circuler.

23 août : Le procureur général accuse l'APPO d'être un mouvement de guérilla urbaine.

L'association « Services et assistance pour la paix » (Serapaz), dirigée par l'évêque Samuel Ruiz Garcia, a proposé aux parties en conflit une trêve de 100 jours, incluant une démission temporaire du



gouverneur, la libération des militants prisonniers, et, de l'autre côté, la levée des barricades et la réouverture de la ville. Dans la proposition, datée du 17

octobre, figurent également la désignation par commun accord d'une instance civile de médiation qui pourra entreprendre le long processus de résolution du conflit, ainsi que l'organisation d'une large consultation pour la « transformation politique, la paix et le développement d'Oaxaca ».

Pendant ce temps, le Président Vicente Fox se préoccupe surtout de dorénavant son image avant de terminer son mandat, se félicitant d'avoir résolu pacifiquement et démocratiquement les conflits autour de l'EZLN, autour de la construction de l'aéroport, et concernant les problèmes agraires ; il répète qu'il en sera de même pour le conflit d'Oaxaca.

Le Cspcl remercie Annick pour ces résumés d'articles parus dans « La Jornada ».

public demain mercredi. En effet, l'assemblée des secrétaires de délégations, réunie samedi dernier, avait refusé les résultats présentés par la direction pour justifier la reprise du cycle scolaire, dans la mesure où trois décomptes successifs avaient débouché sur des chiffres différents. Après une nuit de discussions et de tensions, le dirigeant de la section 22, Enrique Rueda Pacheco, avait dû s'enfuir sous la protection de son garde du corps pour échapper à la colère de la foule qui l'accusait de trahison.

Les membres non enseignants de l'APPO demandent à ceux-ci de ne pas se démobiliser avant l'obtention de la démission du gouverneur, mais ils annoncent qu'ils respecteront la décision de la consultation. En attendant, plusieurs affrontements ont eu lieu entre des parents qui rouvraient les classes et des militants de l'APPO qui les maintenaient fermées.

Le porte-parole du PRI au Sénat, Carlos Jimenez Macias, a déclaré que l'usage de la force publique était la seule issue possible à Oaxaca, et que c'était une pratique utilisée par toutes les grandes démocraties pour rétablir l'ordre - et il a donné comme exemples le Chili, la France et la Grande-Bretagne. La force publique, a-t-il ajouté, ne doit cependant pas user de moyens violents.

Plusieurs ONG mexicaines de défense des droits humains ont exposé la situation d'Oaxaca devant la Commission interaméricaine des droits humains à Washington, dénonçant les assassinats, menaces de mort, harcèlements, détentions illégales, fabrications de délits, destructions de moyens de communication. La CIDH leur a répondu qu'elle effectuerait une visite au début de 2007. De son côté, Amnesty international a repris dans un communiqué l'ensemble des dénonciations signalées par les associations mexicaines et a répété sa préoccupation devant un possible usage de la force par la Police fédérale préventive. L'organisation internationale demande aux autorités de mener une enquête impartiale sur les assassinats et tortures, et de trouver rapidement une solution politique au conflit.

25 août : De mystérieux guérilleros distribuent des tracts soutenant l'APPO, la mobilisation anti-fraude et l'EZLN... Effet immédiat : l'armée patrouille la zone et intimide les assemblées de l'APPO.

30 août : Le quotidien "La Jornada" révèle que 1 200 hommes de main s'entraînent dans deux casernes du centre du pays en vue d'intervenir contre les mouvements d'insurrection civile.

31 août : Les travailleurs de la santé sont en grève depuis deux semaines.

1^{er} septembre : Mégamanif. L'APPO réclame un soutien plus actif des zapatistes. « Les rues puent la sueur d'Indien et le graffiti anarcho-punk », écrit un journaliste.

4 septembre : Échec du déménagement de l'administration Ruiz à Juchitán. Sous la pression de la rue, le maire de la localité déclare le gouverneur persona non grata. À Oaxaca, l'APPO lance un manifeste où Ruiz est « proscrit » et publie des bans placardés dans tout l'État.

Cette chronologie accompagne les articles LE SUD MEXICAIN SE MET EN COMMUNE et « LE VIEUX RÉGIME EST MORT » publiés dans *CQFD* n° 37, septembre 2006, actuellement en kiosques et librairies.

Le spectre de Louise Michel

Depuis plus de trois mois, les fantômes de Louise Michel et d'Élisée Reclus parcourent les nuits désertes d'une ville au long passé dans le sud du Mexique. Seule la lumière ténue de quelques lampes ou les flammes des feux allumés dans les centaines de barricades qui réchauffent les longues nuits d'Oaxaca percent les ténèbres.



Les estimations les plus timorées annoncent que la population de la ville d'Oaxaca a levé environ 500 barricades, d'autres, plus enthousiastes, parlent de 1 500

barricades dressées en une seule nuit.

La "Commune" d'Oaxaca a surgi après que le gouverneur Ulises Ruiz, un despote appartenant à la faction la plus violente du PRI, a ordonné, le 14 juin dernier, la dispersion manu militari d'un piquet organisé pacifiquement par des professeurs en grève. L'intervention musclée des forces de police en plein centre historique de la ville n'a pas seulement affecté ces syndicalistes, car la police ayant été repoussée et encerclée, le gouverneur a ordonné d'utiliser son hélicoptère particulier pour lancer des bombes de gaz au poivre sur la foule. Des employés des hôtels et des commerces tout proches ainsi que des habitants du quartier et des centaines de touristes furent ainsi intoxiqués et durent être évacués du champ de bataille. Les enseignants syndicalistes sont parvenus à réoccuper le centre-ville, action qui a réveillé la conscience des habitants.

En l'absence des forces de police dans le centre-ville occupé, les infractions se multiplient, et une justice populaire s'installe, qui ne fait pas toujours dans la dentelle : un homme qui s'est introduit par deux fois dans une école maternelle pour voler et pour tenter de violer une institutrice, a été tabassé par la foule avant d'être remis aux autorités judiciaires. Sa photo, le visage ensanglanté, et portant une pancarte sur laquelle on a écrit "Je suis un rat et un violeur", fait le tour de la presse, alimentant la campagne de dénigrement du mouvement.

Des actions spectaculaires pour se faire entendre.



À Mexico se poursuit l'occupation des délégués de l'APPO devant le Sénat fédéral, ainsi que la grève de la faim d'une partie d'entre eux. Une vingtaine de manifestants se sont prélevés une seringue de sang pour écrire avec leur propre sang des slogans pour la liberté et contre le gouverneur Ruiz. Cette action spectaculaire est, selon une militante du Front populaire révolutionnaire, "le seul moyen qui nous reste de nous exprimer". S'adressant à la presse, les délégués dénoncent ce besoin de spectaculaire : "Voyons si maintenant vous nous prêtez attention. C'est ça que vous voulez ? Eh bien vous l'avez !"

ULTIMATUM À RUIZ ; NOUVELLE CONSULTATION SUR LA REPRISE DES COURS ; APPELS D'ORGANISATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES

24 octobre.

L'APPO a lancé un ultimatum à Ulises Ruiz : il a 72 heures à partir de ce mardi pour démissionner, sinon à partir de vendredi de nouvelles actions seront mises en place au niveau national.

Une nouvelle consultation des enseignants sur la reprise des cours est effectuée en ce moment par la section 22 du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) et son résultat sera rendu

L'ASSEMBLÉE POPULAIRE DES PEUPLES D'OAXACA DÉCLARE L'ALERTE MAXIMALE

19 octobre.

Hier soir, 18 octobre, un instituteur indigène qui sortait d'une réunion a été abattu par trois balles tirées depuis une voiture sans plaques. D'autres militants ont reçu par téléphone des menaces de mort. L'APPO a déclaré l'alerte maximale pour renforcer les occupations et les barricades. La Section 22 du Syndicat national des travailleurs de l'éducation est en train de réaliser une consultation des 70 000 enseignants de l'État pour savoir s'ils veulent reprendre les cours ou continuer la grève. Celle-ci devient de plus en plus difficile à poursuivre en raison de la suspension du paiement des traitements depuis deux mois. Quelle que soit la décision des participants, la section a cependant annoncé qu'elle ne renoncerait en aucune façon à réclamer la destitution du gouverneur Ulises Ruiz, qui n'est, dit-elle, pas négociable. Des militants et des parents ont déjà manifesté leur désir de poursuivre la grève en proclamant : "Un enseignant conscient ne se rend ni ne se vend" et "Enseignant, tu as commencé, tu dois terminer ! Ulises n'est pas parti, tu dois le chasser !".

Le Sénat a déclaré que l'État n'était pas en rupture de pouvoir (ce qui empêche d'organiser des élections) mais qu'il y avait ingouvernabilité de fait et persistance des procédés "de caciques". Au grand scepticisme de tout le monde, le président Vicente Fox a assuré que le problème serait résolu par la négociation avant la fin de son mandat.

Sur place, en effet, on est loin des discours lénifiants. Tandis que le parti au pouvoir (PRI) commence à préparer l'opération de récupération du centre-ville (le gouvernement a notamment commencé à réaménager une prison en prévision d'une arrestation massive d'enseignants et de militants), les brigades mobiles de l'APPO ont repris l'occupation de bâtiments publics, en commençant par le siège du gouvernement, dans lequel ils se sont contentés de laisser des graffitis, et en terminant par le bâtiment du Journal officiel.

Presque aussitôt, 360 organisations sociales en tout genre, d'organisations indigènes à des organisations de femmes, en passant par des écologistes, des petits commerçants et des étudiants, ont instauré une assemblée populaire, sorte de parlement citoyen, plus connu sous le nom d'APPO. Cette Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca a organisé cinq marches gigantesques qui ont rassemblé des centaines de milliers de manifestants.

Elle a occupé plus de 30 mairies, bloqué des routes et fermé des administrations et des tribunaux. Le gouvernement a littéralement cessé d'exister, ses traces n'apparaissant que dans les opérations nocturnes lancées par des centaines de policiers en civil et de nervis qui descendaient dans la rue pour tirer avec des armes à feu sur la population. Face à de telles attaques, les barricades d'Oaxaca ont fait preuve d'une énorme efficacité.

Les femmes ont joué un rôle d'une importance extraordinaire. Un soir en particulier, des milliers de femmes ont manifesté dans toute la ville en frappant des casseroles et sont allées au siège de la télévision locale de l'État d'Oaxaca pour exiger qu'on laisse entrer une commission afin de faire connaître leurs revendications. Les vigiles de l'établissement leur refusèrent le passage, ce qui les a évidemment indignées, aussi ont-elles immédiatement occupé la télévision et retransmis pendant plusieurs jours en toute liberté, jusqu'à ce qu'un commando de policiers rende inutilisables les antennes en tirant dessus à coup de fusil. La population a aussitôt réagi et s'est emparée de 13 stations de radio, où pour la première fois la parole a pu être donnée à des centaines de femmes et d'hommes anonymes.

La répression a frappé large : plusieurs dirigeants de l'APPO ont été arrêtés, malmenés et sont encore emprisonnés, l'un d'eux, notamment, dans une prison de sécurité renforcée ; deux manifestants ont été assassinés ; des dizaines de personnes ont été agressées, frappées ou menacées. Devant cette situation, la réponse de la population a été d'une extrême retenue, ce qui n'a pas empêché les médias d'essayer à tout prix d'occulter cette impressionnante

révolte populaire, en se contentant de relever d'éventuels liens des insurgés avec la guérilla ou en caractérisant de vandalisme le blocage des accès aux banques, aux grandes surfaces commerciales ou à l'aéroport.

Mais que signifie cette révolte ? Avec le Chiapas et le Guerrero, l'Oaxaca est un État mexicain extrêmement pauvre, où vivent un grand nombre de communautés indigènes. L'Oaxaca a de tout temps été un bastion contrôlé par les caciques du PRI, le parti de la révolution institutionnelle, qui se sont enrichis effrontément avec leurs alliés les grands patrons de l'industrie et les grandes entreprises multinationales telles qu'Iberdrola (espagnole). Les gouvernants de l'Oaxaca se sont aussi caractérisés par leur ineptie, par leur corruption et par la violence comme moyen pour gouverner. Le 14 juin, la population a dit "Stop, ça suffit. Ya basta !".

Après trois mois de mobilisation intense, qu'est-ce qui va se passer maintenant ? Les hommes politiques mexicains et les patrons pressent le gouvernement fédéral de résoudre le problème par une répression expéditive. Le gouverneur Ulises Ruiz réclame à grands cris l'envoi des troupes de la Police fédérale préventive, l'expulsion des piquets et des campements et l'incarcération des opposants les plus radicaux. Par ailleurs, les négociations avec le pouvoir sont pratiquement rompues, le gouvernement fédéral ainsi que les sénateurs appartenant au PRI et au PAN se refusant à cesser les pouvoirs publics, à savoir démettre de ses fonctions le gouverneur [1]. Aussi l'issue la plus probable est-elle une répression comme celle qui eut lieu il y a trente ans, quand le peuple d'Oaxaca était parvenu à destituer le despote Zárata Aquino : simultanément à cette victoire, la ville fut occupée par l'armée, on nomma un gouverneur militaire et les opposants furent emprisonnés, assassinés ou bannis, acculant une partie de la population à la lutte armée.

L'APPO connaît ses classiques et s'est abstenue de recourir à la violence. Malheureusement, tout le monde sait que c'est tout à fait le style et dans l'esprit tordu d'Ulises Ruiz de provoquer cette violence, par exemple en infiltrant des policiers en civil et des exécutants pour provoquer des affrontements, après quoi il est facile de justifier la

faut organiser ou non des élections anticipées pour remplacer l'actuel gouverneur. Les observateurs pressentent que la commission ne déclarera pas l'absence de gouvernement, même si plusieurs de ses membres ont déjà reconnu que la situation a atteint un point de non retour et que le retrait du gouverneur est la seule solution qui éviterait l'effusion de sang. Les centaines de délégués de l'APPO qui ont effectué la marche de Oaxaca à Mexico campent depuis la semaine passée devant le Sénat pour essayer de se faire entendre. Une vingtaine d'entre eux ont commencé une grève de la faim.

Pour comprendre la détermination absolue du mouvement à chasser le gouverneur de l'État, il faut avoir lu et entendu, jour après jour, ce qui se passe en fait dans toutes les régions où le PRI est au pouvoir : aucun problème public n'est jamais traité, sauf sous forme de clientélisme ; les fonds publics sont systématiquement détournés, les auteurs de délits proches du pouvoir sont dans l'impunité totale, les opposants politiques sont incarcérés arbitrairement ou tués par des inconnus qui ne sont jamais jugés. Il faut vivre ici pour comprendre à quel point tout est pourri. Dès lors, on peut se demander en quoi le changement de gouverneur ferait vraiment changer les choses, mais manifestement, dans l'esprit des révoltés, ce n'est qu'un premier pas et les associations ne laisseront plus jamais s'installer un potentat absolu comme celui que le PRI a installé en plus de 70 ans de pouvoir exclusif.

Pour comprendre à quel point en est la violence politique : dans l'État de Tabasco vient d'avoir lieu l'élection du gouverneur ; des militants du PRD (Parti de la révolution démocratique, progressiste plus ou moins de gauche), parmi lesquels des députés, qui étaient venus aider leur collègue dans sa campagne électorale, ont été enlevés et torturés par des inconnus. L'actuel gouverneur (PRI) n'a rien fait pour retrouver les responsables ; le nouvel élu est, comme par hasard, le candidat du PRI.

[1] Une des revendications non négociables des habitants - NdT.

Chronique des événements récents à Oaxaca

Un huitième mort dû à ce que les observateurs appellent "la guerre sale" : un soldat en civil a tiré une balle dans la tête d'un jeune militant de l'APPO ; il affirme avoir agi de sa propre initiative, alors que l'APPO soupçonne le gouverneur Ulises Ruiz d'être le commanditaire. Les autres morts ont tous été assassinés par des policiers en civil ou des tireurs sans identification : le gouvernement joue la stratégie de la peur et de l'usure. Un seul des huit était un prof appartenant à une tendance opposée à l'APPO, et une campagne de presse a immédiatement attribué l'assassinat à celle-ci - qui dénonce au contraire un coup monté et explique qu'elle au moins règle autrement ses différends.

La présidente du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), Esther Elba Gordillo, a annoncé qu'elle allait exclure du syndicat la Section 22, à l'origine de la révolte d'Oaxaca. La réponse des profs n'a pas tardé : plusieurs associations de profs de tous les États mexicains ont décidé de former un nouveau syndicat et ne plus payer leur cotisation au SNTE qui est "une mafia corrompue" aux ordres du gouvernement. Ils préparent pour le 19 novembre une Convention nationale éducative et appellent tous les profs du SNTE à quitter celui-ci pour les rejoindre. Tout cela doit être interprété sur fond de situation catastrophique de l'enseignement public au Mexique : tous les parents qui le peuvent paient l'école privée à leurs enfants tellement le niveau du public est bas ; quant à l'université, le gouvernement de droite parle de "décentraliser" l'UNAM (Universidad Nacional Autónoma de México), l'une des plus grandes et des meilleures universités d'Amérique et du monde, ce que les universitaires identifient comme une stratégie larvée de privatisation et une tentative d'affaiblissement d'un bastion de la gauche.

Une commission d'observation du Sénat fédéral doit se prononcer aujourd'hui sur "l'absence de gouvernement" à Oaxaca et déclarer s'il

répression massive et l'entrée des forces de police anti-émeutes. Ulises Ruiz entend rester au pouvoir dans cet État, avec le soutien des forces de l'ordre et de l'armée.

Aujourd'hui même, des milliers de femmes et d'hommes d'Oaxaca ont repris très tôt leur marche vers Mexico, ayant déjà effectué en une semaine environ 260 kilomètres. Cette marche pourrait fort bien être leur dernière possibilité d'éviter la répression et de réveiller la conscience des Mexicains. Leur appel a d'ailleurs déjà obtenu une certaine réponse car dans d'autres États du Mexique des assemblées populaires ont commencé à surgir.

Face à une telle situation, l'immense révolte populaire des habitants d'Oaxaca appelle de toute urgence à la solidarité active des citoyens et citoyennes du monde entier. D'Oaxaca, nous vous envoyons cet appel. Il est encore temps d'éviter un bain de sang ; il est encore temps de trouver une issue démocratique à ce grave conflit. En attendant, aujourd'hui, dans cette nuit oaxaquienne, les fantômes des communards de Paris continuent d'accompagner les femmes et les hommes rebelles d'Oaxaca et seraient même disposés à s'envoyer un petit mezcal, pour combattre le froid. Salud!



Carlos Beas Torres, membre de l'Ucizoni (Union des communautés indigènes de la zone de l'Isthme).

On trouvera l'original de ce texte à l'adresse : <http://www.jornada.unam.mx/2006/09/30/021a2pol.php>

Traduction par Ángel Caído de la tribune parue, dans le quotidien "La Jornada", le samedi 30 septembre 2006.

L'autre guerre d'Oaxaca

"Maintenant on est prévenus, ceux de San Felipe et ceux d'El Porvenir, on se tient prêt pour quand ils arriveront, ces sales Indiens de l'APPO." C'est avec ces mots que don Angel, un riche éleveur de bétail du Bajo Mixe, dont les liens avec la mafia sont bien connus, a menacé à mots couverts un dirigeant indigène de cette région.

Deux jours après, le petit groupe de commerçants et d'éleveurs qui dominant la vie du village de Maria Lombardo, Cotzocón, Oaxaca, a propagé la rumeur : "Ceux de l'APPO vont arriver, ils vont saccager les magasins et brûler les maisons", créant ainsi un grand "alboroto" [*tapage*], comme on dit dans la région.

Ce même type de rumeur et de menaces circule constamment dans toutes les régions de l'État [d'Oaxaca] ; et pas seulement dans les petits villages isolés, mais aussi dans les grandes villes comme Tuxtepec, Mariás Romero ou Miahuatlan. À Matías Romero, des priistes [partisans du Parti révolutionnaire institutionnel, PRI] bien connus ont brûlé la radio La Consentida et le lendemain ont diffusé la rumeur selon laquelle l'APPO irait saccager les locaux du marché du 12 octobre, créant peur et angoisse chez quelques commerçants crédules.

Dans l'Isthme, les opérateurs des radios indigènes sont constamment harcelés et menacés de mort, menaces qui se sont étendues à leurs proches. Elles ont d'abord été dirigées contre Radio Huave, la plus puissante radio communautaire de l'Isthme, puis sur le coordinateur de Radio Ayuuk, et aujourd'hui le président municipal de San Dionisio del Mar menace lui-même le responsable de Radio Umalalang. C'est l'"autre guerre", celle qui s'étend aussi aux opérateurs de radio et en particulier aux journalistes du quotidien "Noticias".

Mais, au-delà des menaces et des rumeurs qui sèment l'angoisse et créent un climat de lynchage, c'est la guerre sale et déclarée des "porros" [nervis] et policiers en civil, qui séquestrent et torturent des

Face à cette situation, l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca continue à réaliser des actions pacifiques, comme la marche qui bientôt arrivera dans la capitale du pays pour exiger du Sénat qu'il prononce la disparition des pouvoirs à Oaxaca, mettant ainsi fin à une situation critique.

D'autre part, l'APPO convoque une Rencontre nationale et internationale de solidarité avec les peuples d'Oaxaca, qui se réalisera le 14 octobre prochain dans la ville d'Oaxaca.

Face à la poursuite de la répression et aux menaces d'une intervention de la Police fédérale préventive (militaires déguisés en policiers), avec l'inévitable bain de sang que cela impliquerait, nous faisons un appel pour nous maintenir en alerte et convoquer à des mobilisations au niveau national et international afin d'exiger que s'accomplissent les demandes légitimes de l'APPO et le respect des droits humains.

Du Congrès national indigène :

Conseil citoyen d'Unión Hidalgo, Oaxaca ; Conseil indigène populaire d'Oaxaca - Ricardo Flores Magón ; Xochimilco Zapatista, DF.

De l'Autre Campagne DF : Collectif zapatiste Jetitas ; Mouvement pour la paix dans la justice et la dignité ; Coordination en soutien et solidarité à la Palestine ; Un pont à l'espérance ; Maison de tous les peuples.

À titre individuel, des compagnons de la CNTE des Sections 9 et 10.

Mendoza Nube, Erangelio Mendozam, le biologiste Ramiro Aragón et Renato Cruz Norales.

- Le 21 août, les paramilitaires d'URO entrent avec violence dans les installations de la télévision de l'État ; quelques heures plus tard, les membres de l'APPO prennent les installations de 12 radios commerciales.

- Le 22 août, les escadrons de la mort d'URO font feu dans les rues d'Oaxaca sur les manifestants et la population civile, avec comme résultat l'assassinat de Lorenzo San Pablo Cervantes dans la colonia Reforma. Au cours de cette même nuit, les policiers ont voulu brûler les maîtres d'école Pedro Solis et Filiberto López, mettant le feu au véhicule dans lequel ils se trouvaient et leur causant des brûlures de premier et second degré.

- Le 9 septembre, des hommes non identifiés ont mis le feu à un des sièges de l'APPO.

- Le 14 septembre, des policiers encapuchonnés ont lancé des explosifs contre des barricades, faisant six blessés.

- Le 20 septembre, la Police fédérale préventive (PFP) envoie en cachette des agents à Oaxaca.

- Le 24 septembre, les mêmes paramilitaires du groupe d'URO font feu sur les manifestants de l'APPO qui se trouvaient aux abords de l'hôtel où avait lieu une interview avec URO.

Le gouvernement d'Ulises Ruiz Ortiz continue à être celui de "la loi du gourdin". Toute cette vague de violence d'État et l'indifférence du gouvernement fédéral face à ces faits ont provoqué la rupture du dialogue.

Après plusieurs sessions, le ministère de l'Intérieur a montré plus une complicité pour raisons politiques partisans qu'un réel intérêt à résoudre le problème.

étudiants et des activistes comme Pedro García García et Ramiro Aragón. C'est l'agression vicieuse, qui opère dans l'ombre et a coûté la vie à au moins six habitants d'Oaxaca, comme Alejandro, un peintre d'enseignes solidaire assassiné par un militaire et un enseignant opposant au mouvement. Ils auraient bien pu être assassinés par les promoteurs de cette guerre sale pour faire endosser le crime à l'APPO et déclencher ainsi de graves affrontements.

C'est la guerre sale, menée par des groupes de priistes, qui se présentent comme de bons pères de famille, mais sont en réalité des policiers habillés en civil accompagnés de chauffeurs de taxis.

Les menaces et agressions de la part des représentants du gouvernement fédéral, des présidents municipaux et des dirigeants du PRI font partie du plan exécuté depuis plus de trois mois par le gouverneur Ulises Ruiz, qui cherche désespérément à se maintenir au pouvoir, sans prendre en compte le coût que pourraient avoir ces affrontements.

Les grands médias ont porté toute leur attention sur l'autre visage de la guerre, ils ont rendu compte des vols d'hélicoptères sur la ville d'Oaxaca et du débarquement en nombre des soldats à Salina Cruz et Huatulco. Pourtant l'autre guerre, celle de tous les jours, celle qui ne s'écrit pas, celle qui avance masquée, se poursuit, nourrissant le danger d'une grande confrontation à Oaxaca.

Il y a deux guerres à Oaxaca. L'une au visage de l'invasion militaire, l'autre perpétrée par les caciques et gouvernants locaux qui sont prêts à tout pour éviter de perdre les privilèges qui leur ont permis de gouverner de manière ininterrompue depuis soixante-dix-sept ans. Et tandis que le Sénat de la République résiste à défaire le pouvoir de cette région, les agresseurs agissent la nuit, et rapidement.

Carlos Beas Torres, membre de l'UCIZONI (Union des communautés indigènes de la zone nord de l'Isthme). Tribune parue dans "La Jornada", le 16 octobre 2006. <http://www.jornada.unam.mx/2006/10/16/025a2pol.php>

Oaxaca, appel à la société civile nationale et internationale

Mexico, DF, septembre 2006.

À la société civile nationale et internationale,
Aux organisations non gouvernementales des droits humains nationales et internationales,
Aux médias honnêtes, nationaux et internationaux,

Nous, membres et représentants des organisations et collectifs du District fédéral (DF) de soutien à l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO), nous adressons à vous pour vous faire part de notre préoccupation au sujet de la violation systématique des droits humains et des droits des peuples d'Oaxaca durant ces dernières années et qui s'est intensifiée ces derniers mois. Nous lançons aussi un appel urgent à la solidarité avec Oaxaca, vu l'incessante violence perpétrée par le gouverneur non reconnu de cet État, Ulises Ruiz Ortiz (URO).

La demande principale, incontournable, du mouvement populaire et des maîtres d'école est le départ immédiat d'Ulises Ruiz. Cette demande s'est exprimée à la suite de la violente répression exercée le 14 juin contre l'occupation pacifique du centre de la capitale de l'État par le corps enseignant. Face à la violence perpétrée par le gouvernement de l'État, la population oaxaquénienne de la capitale et des autres régions ainsi que de nombreuses organisations sociales et indigènes ont manifesté leur solidarité aux enseignants en lutte. Ces organisations et la population en général ont intégré, en coordination avec la Section 22 du Syndicat de l'éducation, l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO), dont la demande principale est la disparition des pouvoirs constitués, à laquelle s'ajoutent la libération des prisonniers politiques, la fin de la répression, la condamnation des auteurs des cinq assassinats et la satisfaction des demandes économiques et sociales du corps

enseignant.

À Oaxaca, le peuple commence à s'organiser pour palier l'absence d'un gouvernement définitivement rejeté par la majorité des gens ; cependant, le gouvernement fédéral, l'exécutif comme le législatif, qui se trouve dans le District fédéral, ne prend pas en compte les demandes légitimes des peuples d'Oaxaca, permettant ainsi l'escalade de la violence provoquée par Ulises Ruiz. Cela engendre des situations de confrontation inégales entre les escadrons de la mort et les enseignants et l'APPO, dans l'intention de créer une situation justifiant l'intervention de l'armée.

Le but recherché est de maintenir une tension constante avec l'intervention des escadrons de la mort, des paramilitaires, des "parapoliciers", des troupes de choc et des provocateurs. Depuis le 14 juin, il y a eu autour de 17 arrestations de dirigeants, dont certains sont encore en prison.

Les faits de violence provoqués par Ulises Ruiz ont été entre autres :

- Le 22 juillet, l'attaque armée des paramilitaires (policiers en civil) contre les installations et les manifestants qui se trouvaient à la station de radio de l'Université autonome Benito Juárez (UABJO).

- Le 1^{er} août, des femmes d'Oaxaca se sont emparées pacifiquement de la télévision de l'État ; deux jours plus tard, les mêmes paramilitaires tirèrent contre la télévision occupée et détruisirent une partie des installations.

- Le 9 août, l'agent municipal Andrés Santiago Cruz, Pedro Martínez, de 70 ans, et Octavio Martínez Martínez, de 12 ans, Indiens triquis de l'APPO, sont assassinés par des éléments du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) d'URO. À cette même date sont détenus et temporairement disparus trois membres de l'APPO.

- Le 10 août, au cours d'une manifestation exigeant la liberté des prisonniers, est assassiné par arme à feu José Colmenares et sont emprisonnés les compagnons Catarino Torres Pereda, Germán